

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 82

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine et du **MARS**

A SAVOIR

CHEVENEMENT ROYALISTE.

Il avait pourtant lancé sa campagne présidentielle en grand apparat, salle Japy à Paris, derrière une effigie géante de la République. Il ne s'était pas privé de dire tout le mal que lui inspirait le projet socialiste, et avait même poussé l'audace jusqu'à affirmer : « Le candidat anti-libéral, c'est moi ! » Las ! Chevènement et le MRC se rallient à Royal pour 10 circonscriptions législatives. C'est ce que les vieux militants du mouvement ouvrier appelaient « vendre son droit d'aïnesse contre un plat de lentilles ».

LA POSTE DOIT RESTER UN SERVICE PUBLIC.

Des divergences apparaissent entre les pays de l'UE à propos de la libéralisation totale du service postal proposée par la commission de Bruxelles. La France et l'Italie demandent « des garanties juridiques » concernant les missions de service public, alors que l'Allemagne et la Suède s'en tiennent au projet de la commission. La solution est pourtant simple, mais elle est loin des gesticulations du gouvernement Villepin : pour préserver le service public, à la Poste, à EDF ou à GDF, il faut revenir au monopole public et réaffirmer la souveraineté de la France.

EDITO : L'ÉPREUVE

Rien ne servirait de nier l'évidence. Malgré le formidable succès des premiers meetings de lancement de la campagne, le Rassemblement de la gauche anti-libérale est menacé d'explosion s'il ne désigne pas prochainement une candidature unique à l'élection présidentielle. C'est encore possible, car la réunion des 9 et 10 décembre n'a certes pas permis de dégager un consensus, mais ses participants ont réaffirmé la nécessité impérieuse d'une telle candidature !

La Gauche Républicaine et le Mars ont, depuis longtemps, exprimé une position sur le sujet que nombre de membres des comités partagent aujourd'hui. Cette position découle logiquement du programme du Rassemblement. Puisque nous voulons refonder les institutions en faisant de l'Assemblée Nationale le centre du pouvoir, c'est d'une campagne collective liant la présidentielle et les législatives dont nous avons besoin. Et c'est un collectif de candidatures exprimant le Rassemblement dans toute sa diversité qui doit mener cette campagne.

Nous publions ci-dessous le Compte rendu de la commission de synthèse des débats de la réunion nationale des collectifs antilibéraux du 9 et 10 décembre.

Cette commission s'est réunie dans la nuit du 9 au 10. Elle a réuni, à part égale, des représentants des sensibilités et des délégués de collectifs locaux. Ce compte rendu synthétique a été rédigé par Marie-Pierre Vieu (PCF) et Eric Coquerel (Mars) puis validé par la commission.

« A l'image de ce qui est apparu dans les collectifs et qui s'est exprimé hier en séance, la commission de synthèse a acté sa volonté unanime de poursuivre le débat et de continuer à construire le consensus. Il y a eu confirmation et développement des principes énoncés dès la 1ère réunion du 10 septembre.

- D'abord la nécessité d'une candidature construite collectivement : dans ce sens les architectures de campagnes proposées aussi bien par Marie-Georges Buffet dans sa lettre adressée aux collectifs que par Christian Picquet convergent : un nom choisi dans un collectif de candidats qui comprendra les actuels candidats à la candidature ainsi que les principaux représentants des diverses sensibilités, un collectif de porte paroles, un conseil de campagne pluraliste prenant appui sur les collectifs locaux et intégrant des animateurs de ceux-ci ainsi que des acteurs du mouvement social.

- De même a été réaffirmé le caractère indissociable de la présidentielle et des législatives, avec des candidatures qui reflètent la richesse du rassemblement. Les différentes forces politiques présentes ont souhaité rappeler que le rôle principal tenu par le PCF dans cette démarche devait se refléter dans les candidatures aux législatives, notamment par la mobilisation de tous pour la réélection des députés communistes sortants.

Dans cette architecture la question du nom n'a pas pu être réglée. On connaît les trois noms soumis aux débats des collectifs locaux: Clémentine AUTAIN, Marie-George BUFFET, Yves SALESSE. Afin de débloquer la situation, a été avancée par certains l'hypothèse d'une candidature « trait d'union » qui pourrait faire le consensus de tous. Dans ce cadre, d'autres noms ont été avancés dans la commission de synthèse :

- René REVOL, Vice-Président de PRS, constatant « la paralysie qui menacerait notre démarche » a proposé la candidature de Jean-Luc MELENCHON .

- Plusieurs intervenants ont évoqué la possibilité de la candidature de Claude DEBONS. La majorité des sensibilités présentes ont aussi énoncé le principe que le candidat-e puisse être un militant-e communiste identifié avant tout pour sa place dans le mouvement social.

- Un représentant des objecteurs de croissance a souhaité le retour de José BOVE en indiquant même qu'il pourrait en être d'accord sans plus de précision.

Aucun consensus ne s'est dégagé de la discussion. Pour l'heure il n'y a pas de double consensus ni sur le nom, ni sur la méthode pour le trouver.

Tenant compte de cette situation, la délégation du PCF et plusieurs délégués des collectifs locaux présents ont estimé que le choix le plus partagé des collectifs locaux étant celui de Marie-George BUFFET, il était possible de construire un consensus sur sa candidature.

Les autres sensibilités et plusieurs délégués des collectifs locaux ont estimé pour leur part que la candidature de Marie-Georges Buffet ne faisait consensus ni parmi les forces politiques ni dans les collectifs locaux, et qu'il fallait continuer à chercher une candidature pouvant faire consensus.

La piste d'une votation citoyenne fin janvier a été encore proposée par le MARS comme recours. Elle a été écartée par le plus grand nombre ».

Et la déclaration du Collectif National élargie, adoptée dimanche à 13 heures :

« La réunion du Collectif national, élargi aux représentants des collectifs locaux à la commission de synthèse, propose d'adresser le rapport de cette commission aux collectifs, aux organisations et sensibilités politiques.

Elle leur demande leurs avis et propositions pour dépasser le blocage actuel et aboutir à un consensus.

Le collectif national est mandaté pour organiser cet échange qui doit avoir lieu dans un délai raisonnable et suffisamment court. Les modalités de cet échange et la façon dont il sera tranché nationalement seront discutées lors de la prochaine réunion du collectif national. »

HUMEURS. EXTRAITS DU DERNIER DISCOURS DE SALVADOR ALLENDE, TRANSMIS PAR RADIO MAGALLANES LE 11 SEPTEMBRE 1973, JOUR DE L'ASSASSINAT DE LA DEMOCRATIE CHILIENNE PAR PINOCHET ET SES SBIRS.

8 h 45. «Camarades qui m'écoutez. La situation est critique. Nous faisons face à un coup d'Etat auquel participe la majorité des Forces armées. En cette heure funeste, je veux vous rappeler quelques unes de mes paroles prononcées en 1971. Je vous les dis avec calme, avec une totale tranquillité, je n'ai pas vocation d'apôtre ni de messie.

Je n'ai pas l'âme d'un martyr; je suis un lutteur social qui remplit une tâche que lui a confié le peuple. Mais que ceux qui veulent arrêter l'Histoire et ignorer la volonté majoritaire du Chili l'entendent: sans avoir l'âme d'un martyr, je ne ferai pas un pas en arrière. Qu'ils le sachent, qu'ils l'entendent, qu'on le grave profondément dans leur conscience: je quitterai La Moneda quand mon mandat sera terminé. Je défendrai cette révolution chilienne et je défendrai le gouvernement. Je n'ai pas d'autre choix. Il faudra me cribler de balles pour m'empêcher de réaliser le programme du peuple.

Et si on m'assassine, le peuple suivra sa route. Ce sera peut-être plus difficile, plus violent, car ce sera une leçon objective très claire pour les masses: ces gens ne reculent devant rien. (...)»

9 h 03. «En ce moment, des avions nous survolent. Il est possible qu'ils nous mitraillent. (...) Au nom des intérêts les plus sacrés du peuple, au nom de la Patrie, je vous appelle à garder la foi. On ne peut arrêter l'Histoire ni par la répression ni par le crime. (...) Il est possible qu'ils nous écrasent. Mais le futur appartiendra au peuple, aux travailleurs. L'humanité avance vers la conquête d'une vie meilleure. (...)

Le peuple doit être vigilant, il ne doit pas se laisser provoquer, ni massacrer, mais il doit défendre ses acquis. Il doit défendre le droit de construire avec son propre travail une vie digne et meilleure.»

9 h 10. «C'est certainement la dernière opportunité que j'ai de vous parler. L'aviation a bombardé les antennes de Radio Magallanes. Mes paroles ne sont pas inspirées par l'amertume, mais par la déception. Qu'elles soient une punition morale envers ceux qui ont trahi leur serment. (...) Face à ces événements, je ne peux dire qu'une chose aux travailleurs: Je ne renoncerai pas! Dans cette étape historique, je paierai par ma vie ma loyauté envers le peuple. J'ai la certitude que la graine que l'on a confiée à la conscience de milliers et de milliers de Chiliens ne pourra pas être détruite définitivement. Ils ont la force, ils pourront nous

asservir mais ne bloqueront pas les processus sociaux, ni par le crime, ni par la force. L'Histoire est à nous, c'est le peuple qui la fait!

Travailleurs de ma Patrie, je veux vous remercier pour la loyauté dont vous avez toujours fait preuve, de la confiance que vous avez déposée sur un homme qui n'a été que l'interprète du grand désir de justice, qui a juré de respecter la Constitution et la loi, et qui l'a fait. En ce moment crucial, la dernière chose que je voudrais vous dire, c'est que j'espère que la leçon sera retenue: le capital étranger, l'impérialisme, unis à la réaction, ont créé le climat qui a poussé les Forces armées à rompre leur tradition, celle que leur avait enseignée le général Schneider (chef loyaliste des forces armées, assassiné par un commando d'extrême droite armé par la CIA en 1970, ndlr) et qu'avait réaffirmée le commandant Araya (ancien aide de camp d'Allende, également assassiné, ndlr), tous deux victimes du même secteur social qui aujourd'hui espère reconquérir le pouvoir pour défendre ses propriétés et ses privilèges.

Je me dirige à vous, et en particulier à la modeste femme de notre terre, à la paysanne qui a cru en nous, à la mère qui a compris notre préoccupation pour les jeunes. Je m'adresse aux fonctionnaires, à ces patriotes qui ont continué à travailler contre la sédition promue par ceux qui ne défendent que les avantages d'une société capitaliste. Je m'adresse à la jeunesse, à ceux qui ont chanté et ont transmis leur gaieté et leur esprit de lutte.

Je m'adresse aux Chiliens, ouvriers, paysans, intellectuels, à tous ceux qui seront persécutés parce que dans notre pays le fascisme est présent déjà depuis un moment, dans les attentats terroristes qui font sauter des ponts, coupent les voies ferrées, détruisent les oléoducs et gazoducs, alors que ceux qui avaient l'obligation d'intervenir ne l'ont pas fait. L'Histoire les jugera.

Ils vont sûrement faire taire Radio Magallanes et vous ne pourrez plus entendre le son métallique de ma voix tranquille. Peu importe. Vous continuerez à m'écouter, je serai toujours à vos côtés. Au moins garderez-vous le souvenir d'un homme digne, loyal à la Patrie.

Le peuple doit se défendre, mais pas se sacrifier. Il ne doit pas se laisser écraser, mais ne doit pas non plus se laisser humilier.

Travailleurs de ma Patrie, j'ai confiance en le Chili et en son destin. D'autres hommes surmonteront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. Allez de l'avant, en sachant que le jour n'est pas éloigné où s'ouvriront les grandes avenues où passera l'homme libre pour construire une société meilleure. Vive le Chili! Vive le peuple! Vive les travailleurs! »